Défendent vos INTERETS

real discount

96 et 241 Rue Jean-Jaurès

BREST

L'AVENIR de la Bretagne

10 juin 1965 - N° 117 - MENSUEL paraissant le 2e jeudi - 8e année - Rédaction B.P. 296 St-Brieuc - Administration, B.P. 89 Brest - C.C.P. Rennes 1132-86 - **Abonnements** : un an, 10 F. ; de soutien, 50 F. ; Etudiants et soldats, 5 F. - Le N° 50 c[mes]

A GUINGAMP

AUX COTÉS DES 18.000 TRAVAILLEURS LE M.O.B. ETAIT LA

(Cliché L'Avenir)

SI nous vivions dans un pays réellement démocratique doté d'une presse dont le souci principal serait l'information objective de ses lecteurs nous pourrions nous contenter de résumer sommairement la manifestation qui s'est déroulée le vendredi 21 mai à Guingamp et renvoyer nos lecteurs à leurs quotidiens habituels. Malheureusement nous sommes bien loin de cette situation enviable et, en lisant la presse locale d'information les 18000 spectateurs qui se pressaient sur la place du centre de la cité guingampaise n'ont pas été sans se rendre compte que certains faits ont été, certainement pour répondre aux injonctions gouvernementales, soigneusement passés sous silence.

On ne trouve pas un mot en effet de la présence d'une centaine de militants du M.O.B. avec pancartes et banderolles pourtant difficiles à ne pas voir, pas un mot des milliers de tracts qui furent distribués, pas un mot de la motion du M.O.B. qui fut lue à la tribune, pas un mot de l'agression fasciste dont furent victimes nos jeunes porteurs de pancartes et de drapeaux. Force nous est donc de retablir les faits tels qu'ils se sont déroulés, certains à l'avance du succès de ce numero de l'Avenir auprès de la population guingampaise, soucieuse d'objectivité comme c'est son droit.

Fanch TREMEL.

(suite page 5)

EDITORIAL

LA BRETAGNE A BESOIN DE SA LIBERTÉ

LES difficultés économiques et sociales dans lesquelles se débat la Bretagne ne s'améliorent pas. Le IV[e] Plan, élaboré à Paris par les Princes qui nous gouvernent et les technocrates à leur service, en ont pris leur parti. Ils considèrent l'exode des Bretons hors de leur pays comme inévitable. Les campagnes continueront de se dépeupler, la jeunesse de s'expatrier, la déportation des travailleurs de s'accentuer.

SUR les causes de cette situation catastrophique et sur les moyens d'y mettre fin, les opinions des Bretons divergent. Les « patrons », les industriels et, d'une manière générale, les classes bourgeoises et les « notables » accusent la négligence et l'imprévoyance de l'Etat. Les classes laborieuses accusent le système capitaliste. Les paysans accusent l'anarchie des systèmes de distribution et l'inorganisation des marchés...

Toutes ces catégories de Bretons ont chacune raison dans leur sphère propre : mais il leur manque de faire la synthèse des problèmes qu'elles analysent chacune de leur côté. Elles restent enfermées dans un labyrinthe dont elles ont perdu le fil conducteur. Ceux mêmes, et il y en a plus qu'on ne pense, qui entrevoient la porte de sortie reculent épouvantés devant la solution qu'elle leur montre : car elle bouleverse l'ensemble des idées reçues et détruit les idoles que partagent en commun les bons citoyens hexagonaux élevés sur les bancs des mêmes écoles obligatoires. Pourquoi cependant ne pas oser le dire ? Sous des aspects complexes et parfois contradictoires, le problème breton est un dans sa diversité : sa seule cause est l'état de sujétion politique, économique et sociale dans lequel est prostrée la Bretagne. Il faut donc, D'ABORD, la débarrasser des chaînes qui l'entravent.

LA Bretagne n'a rien à dire dans l'élaboration des Plans économiques, ni dans les négociations du Marché Commun, ni dans la manière dont son argent est dépensé. Elle n'a ni assemblée pour la représenter, ni administration, ni budget pour se gouverner. On dispose de ses hommes et de ses richesses comme si elle n'existait pas. Que pourraient y changer à Paris quarante parlementaires de Bretagne qui ne seront jamais que quarante sur six cents ? La Bretagne est une colonie, réservoir commode de main-d'œuvre, de viande animale et de chair à canon. Elle est un peuple mineur auquel on refuse le droit de diriger ses propres affaires et par conséquent la possibilité de se sauver lui-même...

LES « notables » et le peuple, les syndicats ouvriers et paysans, doivent prendre conscience qu'aucun de leurs problèmes ne sera résolu tant qu'ils n'oseront pas ouvertement remettre en cause le dogme de la sacro-sainte « Unité Française » et se battre derrière leur propre drapeau. Tant qu'ils persisteront à défiler sagement derrière le drapeau tricolore, à s'affirmer les plus inconditionnels des Français, à suivre la politique et les consignes des centrales patronales ouvrières et paysannes parisiennes, Paris se moquera d'eux.

Les Commissions ouvrières et paysannes que le M.O.B. vient de constituer dans son sein sauront-elles faire admettre à leurs interlocuteurs ouvriers et paysans qu'aucun de leurs problèmes ne peut plus être résolu dans le cadre hexagonal français ? Sauront-elles les unir dans un Front Social Breton capable de placer le combat jusqu'ici dispersé des Bretons sous son jour véritable : celui de l'émancipation politique, économique et sociale du peuple breton et de la décolonisation de la Bretagne ? Il serait tragique qu'elles ne le fassent pas. CAR LA BRETAGNE A BESOIN DE SA LIBERTÉ.

L'AB

Le défilé à travers Guingamp (cliché L'Avenir)

HEXAGONERIES

— LA RUBRIQUE DU TONTON FLINGUEUR —

Des copains ca ?

● Le Tonton a été outré d'apprendre l'attitude des bolchéviques à l'O.N.U. Lazare Ponticelli, ancien de la Légion Etrangère, Compagnon de la Libération, Médaille Militaire, Croix de Guerre, Médaille de la Résistance, Médaille des Evadés, Médaille des Blessés, Médaille des Combattants Volontaires, Médaille Commémorative, Médaille Interalliée, Médaille Commémorative Italienne, Médaille Commémorative Française, Médaille Commémorative Espagnole, Médaille Commémorative Tchèque, Médaille Commémorative Polonaise, Médaille Commémorative Yougoslave, Médaille Commémorative Grecque, Médaille Commémorative Américaine, Médaille Commémorative Britannique, Médaille Commémorative Belge, Médaille Commémorative Hollandaise, Médaille Commémorative Luxembourgeoise, Médaille Commémorative Norvégienne, Médaille Commémorative Danoise, Médaille Commémorative Suédoise, Médaille Commémorative Finlandaise, Médaille Commémorative Russe, Médaille Commémorative Japonaise, Médaille Commémorative Chinoise, Médaille Commémorative Indienne, Médaille Commémorative Pakistanaise, Médaille Commémorative Turque, Médaille Commémorative Iranienne, Médaille Commémorative Irakienne, Médaille Commémorative Syrienne, Médaille Commémorative Libanaise, Médaille Commémorative Israélienne, Médaille Commémorative Egyptienne, Médaille Commémorative Soudanaise, Médaille Commémorative Ethiopienne, Médaille Commémorative Libyenne, Médaille Commémorative Tunisienne, Médaille Commémorative Algérienne, Médaille Commémorative Marocaine, Médaille Commémorative Mauritanienne, Médaille Commémorative Sénégalaise, Médaille Commémorative Guinéenne, Médaille Commémorative Ivoirienne, Médaille Commémorative Togolaise, Médaille Commémorative Dahoméenne, Médaille Commémorative Nigérienne, Médaille Commémorative Tchadienne, Médaille Commémorative Centrafricaine, Médaille Commémorative Congolaise, Médaille Commémorative Gabonaise, Médaille Commémorative Malgache, Médaille Commémorative Comorienne, Médaille Commémorative Mahoraise, Médaille Commémorative Réunionnaise, Médaille Commémorative Antillaise, Médaille Commémorative Guyanaise, Médaille Commémorative Polynésienne, Médaille Commémorative Néo-Calédonienne, Médaille Commémorative Wallisienne, Médaille Commémorative Futunienne, Médaille Commémorative Australienne, Médaille Commémorative Néo-Zélandaise, Médaille Commémorative Canadienne, Médaille Commémorative Mexicaine, Médaille Commémorative Cubaine, Médaille Commémorative Haïtienne, Médaille Commémorative Dominicaine, Médaille Commémorative Jamaïcaine, Médaille Commémorative Trinidadienne, Médaille Commémorative Barbadienne, Médaille Commémorative Guyanienne, Médaille Commémorative Surinamienne, Médaille Commémorative Brésilienne, Médaille Commémorative Uruguayenne, Médaille Commémorative Argentine, Médaille Commémorative Chilienne, Médaille Commémorative Péruvienne, Médaille Commémorative Equatorienne, Médaille Commémorative Colombienne, Médaille Commémorative Vénézuélienne, Médaille Commémorative Panaméenne, Médaille Commémorative Costaricienne, Médaille Commémorative Nicaraguayenne, Médaille Commémorative Hondurienne, Médaille Commémorative Salvadorienne, Médaille Commémorative Guatémaltèque

GUINGAMP : Vivre ou mourir !

En 1956, Guingamp se mourait. Au bord du paisible Trieux, elle étendait ses toits d'ardoises dans le sommeil étalé qui est sans doute le principe vital des ruches pétrifiées. Ce qui, parce que les campagnes se vidaient, belle dormait les paysans qui d'habitude se retrouvent le plus souvent vers Paris ; ce n'était qu'une étape dans l'émigration. Les ateliers, l'usine qu'on retrouve dans presque toutes les villes de ce genre, vivaient paisiblement et faisaient travailler quelques centaines d'ouvriers.

Le grand mérite de la ville et de ses responsables a été de ne pas se laisser décliner doucement. Elle entait dû n'être qu'un chemin souvenir, une carte postale qu'on envoie à ses amis pendant les vacances. La réaction de la ville, de tous les Guingampais (sauf quelques « seigneurs féodaux » qui avaient intérêt à laisser durer cet état de fait) a été brutale, mais d'une brutalité nécessaire, en raison du dynamisme et de la jeunesse de ses habitants. Ce sont les hommes qui ont attiré les industries et ces industries, décrétées viables avant même d'être mises out attire d'autres hommes. De ville saignée à blanc par l'émigration, elle redevenait un pôle d'attraction, un Centre d'immigration.

Des événements récents, en particulier la fermeture de l'abattoir Franpoulet et les manifestations qui ont suivi, ont ruiné Guingamp à un des premiers plans de l'actualité politique. L'abattoir Franpoulet avait déjà fait parler de lui en 1961, mais c'est la première fois qu'il le fait avec une telle acuité. La crise est brutale, aussi brutale que la réaction qui a une première fois sauvé la ville. Le renouveau enregistre à partir de 1960 établi seulement un sursis, on, au contraire, malgré la crise actuelle, l'élan donné sera-t-il suffisant pour faire repartir la ville sur de bonnes bases ?

Une ville jeune

La population de Guingamp a longtemps été fluctuante : 9 282 habitants en 1901, 9 000 encore en 1946. Mais en 1954, la population atteignait son plus bas niveau depuis le début du siècle (1941 mis à part en raison du nombre des tués en 1914-18) : 8 134 habitants, soit 946 habitants de moins qu'en 1946. En 1954, par contre, le redressement se manifestait par une augmentation de 2 417 habitants, pour atteindre 10 571 habitants, d'après le recensement. Cette augmentation est due d'une part à l'excédent naturel des naissances sur les décès, d'autre part à l'excédent des arrivées de personnes sur les départs : Guingamp est une des rares villes de Bretagne à avoir une balance migratoire positive.

Guingamp est une ville jeune. En cette année de 1954 (2 500 après, 1820 naissances ont été enregistrées, contre seulement 645 décès soit un excédent naturel de 1175. Si nous prenons la base 100 en 1954 pour les naissances, nous avons l'évolution suivante :

1954 : 100
1956 : 91
1958 : 105
1957 : 118
1958 : 111
1959 : 116
1960 : 120
1961 : 139
1962 : 146

Le taux des naissances était de 23 ‰ en 1955 et de 21,6 ‰ en 1961 (le taux français est de seulement 19 ‰). Le taux guingampais est donc de près de 50 % supérieur au taux français. Dans certains quartiers neufs, comme Gourland ou Kerbouroz, les taux atteignent respectivement 28,1 ‰ et 36,2 ‰.

Le taux de mortalité est lui aussi très nettement inférieur au taux français : 8,43 ‰ en 1961 (contre 12,5 ‰ en France). Aussi l'excédent naturel : 13,17 ‰ (12,5 ‰ pour la double de l'excédent français (5,5 ‰) le quadruple de l'excédent belge (3 ‰).

Guingamp est donc une ville très jeune : 38,1 % de la population ont moins de 20 ans (33 % en moyenne en France) et seulement 6,9 % ont plus de 65 ans (11,7 % en France). Ce qui lon, en passant, les chiffres alarmants atteints par certains quartiers récents : Rondouroo 56,8 % de moins de 20 ans et seulement 1,7 % de plus de 65 ans !

Il serait dommage que tous ces jeunes, de plus en plus nombreux car le mouvement ne fait que s'accélérer naturellement vient à s'exprimer à Paris (on dans sa Rubr !). C'est pourtant ce qui s'est longtemps produit. Mais depuis quelques années le mouvement s'est totalement renversé. En effet, les arrivées de personnes à Guingamp sont maintenant supérieures de 537 aux départs (il faut ajouter à cela 1677 scolaires, contre 940 en 1954). Entre 1954 et 1962, 2699 personnes sont venues s'installer à Guingamp, 2172 en sont parties. Le bilan migratoire est un des plus élevés de Bretagne : 1 746 % (Rappelons que ce bilan n'est que de :

18 % à Rennes,
12 % à St-Brieuc,
12 % à Brest,
11 % à Vannes,
8 % à Quimper.)

Autre facteur favorable : 77,6 % des personnes venues s'installer à Guingamp ont moins de 40 ans, et seulement 9,4 % ont plus de 60 ans. Les immigrants venus à Guingamp sont donc avant tout des « actifs », et des « actifs » jeunes.

Ces actifs sont venus chercher du travail à Guingamp. Pourvoient-ils en trouver ?

Une ville active

En plus des industries disparues dans la ville (Tanvez, Sill...), Guingamp compte deux zones industrielles d'une surface totale de 40 ha. La première de 22 ha appartient au « secteur interventionnel de la zone industrielle », la seconde, de 18 ha, appartient à la seule commune de Guingamp.

Le renouveau s'est d'abord manifesté par l'expansion de la zone-napoléon. De 90 en 1941, le nombre des exposants est passé à 191 en 1962. Le nombre des visiteurs, lui, est passé de 5 500 en 1947 à 42 000 en 1962. Cette foire est surtout la Foire de l'Avenir. Toute la région, principalement agricole, y présente ses produits (ce qui ne va pas sans créer quelque actualité-nuit), un avicelleur français (non breton) a même présenté ici « il n'était au France, deux réunions où les activités sont les mieux représentés et où ils peuvent rencontrer les plus divers intéressés : le Conseil National de Paris et la Foire exposition de Guingamp, à Brest-Bretagne, des Hollandais, des Américains même ? exposent, par périodes intercalées, leurs produits.

Le système coopératif est marqué par la Beurrerie Coopérative du Trieux, qui a ouvert en 1962, trois millions de plaquettes de beurre, soit 30 % des plaquettes sont vendues dans le Nord et la Normandie, et 70 % à la région parisienne. L'allemagne en reçoit 20 000, 15 signalons que 25 000 plaquettes ont été vendues en 1961 en Chili !

Tanvez est la plus ancienne industrie de Guingamp : elle date de 1882, soit environ de Longuy. L'usine a connu une grande prospérité entre 1946 et 1955 du fait de commandes de l'armée (lit de la Guerre de France de Saint-Etienne, de la Société Française des Ateliers de tambours de freins de tracteurs), en plus de la production d'ustensiles de ménage agricole. L'usine compte alors 713 ouvriers. Tout craque en 1958 :

— Fergusen et l'armée ne renouvellent pas leurs commandes ;
— Le matériel de chauffage ne se vend plus ;
— La région est saturée du matériel agricole produit par l'usine.

Aussi actuellement l'usine ne compte 178 ouvriers (2 fois moins qu'en 1954). Elle essaie désormais de se spécialiser : elle fabrique des pelles excavatrices pour les travaux publics des sablières du Nord et des grandes : la S.N.C.F., des cuisinières entières.

Nous n'insisterons pas sur la Société Industrielle Bretonne qui a connu des débuts si productions limitées pour le nombre mais pour la qualité.

Le cas Tanvez est typique, c'est le cas d'ouvriers exploités par un capitalisme extérieur, et dépendant directement de celui-ci pour vivre, ou simplement survivre. C'est le cas d'une usine dépendant de commandes aléatoires, ils mêmes dans le temps et capables de créer une crise très grave. C'est le cas des usines de tissus des régions sous-développées auxquelles l'armée vient en aide, mais contre quelles compensations !

Francpoulet

Francpoulet est né en 1959. Il faut en chercher l'origine dans la crise qui a frappé en 1957-58 l'agriculture bretonne. Il y eut à l'époque une mévente considérable qui a effrayé les sociétés d'aliments. Ces sociétés ont alors tenu un raisonnement fort simple, il suffisait d'y penser :

« Pour que nos sociétés prospèrent, il faut que les éleveurs nous craignent pas d'acheter nos produits.

— Pour cela il faut qu'ils soient certains d'écouler leur production.

— Il faut donc qu'il y ait un organisme qui achète cette production et la commercialise.

— L'idéal donc serait donc un abattoir. »

L'usine recevait 7 millions de poulets par an, fournis par 470 éleveurs liés par contrat. La chaîne d'abattage pouvait débiter 4 000 poulets à l'heure. Calibrés automatiquement (de 50 en 50 grammes), ils étaient acheminés vers les chambres froides (une de 900 m3 à — 2°, l'autre de 500 m3 à — 20°) après avoir traversé un tunnel de congélation à — 34°. Les expéditions se répartissaient en 3 courants :

— 1/3 environ à l'exportation :
  - 1.800.000 poulets vers l'Allemagne (dont 600 000 à Francfort sur le Main, 600.000 dans la Ruhr — Dusseldorf, Bochum Dortmund, Munich, etc.
  - 360.000 poulets vers la Suisse et l'Autriche.
  - Le reste réparti entre l'Afrique du nord.

— 1/3 environ dans la région parisienne : 2.500.000 poulets environ. Un véhicule existait à les Halles, malgré la modicité du marché, mais il était nécessaire d'y être représenté, car les cours reflètent la tendance du marché pour toute la France.

— Enfin 1/3 pour le reste de la France :
  - 800.000 poulets sur la Côte d'Azur ;
  - 700.000 poulets sur la côte Normande ;
  - 1.000.000 poulets dans le Nord et le Pas-de-Calais ;
  - 100.000 poulets dans l'Est ;
  - 30.000 poulets dans le Lyonnais.

Francpoulet est maintenant fermé. Tous les employés (dont une bonne partie est constituée de techniciens) ont été licenciés, les installations très coûteuses (chaîne d'évisceration, salaison de fabrique automatique), représentant des investissements de 500 millions A.F., sont tout simplement

« A l'occasion de la manifestation du vendredi 21 mai, les Eleven du Kreiz Augusteal Favie, se déclarent solidaires de tous les travailleurs bretons et s'engagent à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que la Bretagne vive ! »

Nous sommes inquiets au sujet de l'avenir de tous les jeunes ;

Nous voyons avec angoisse la Bretagne se vider de sa population active.

Contre cela les pouvoirs publics ne prennent aucune initiative de valeur.

Nous exigeons la suppression des zones de salaires, la création d'emplois nouveaux immédiatement dans toute la Bretagne ;

Nous nous élevons contre les licenciements de Frane Poulet, de Prodhomme, des papeteries Valjoie. »

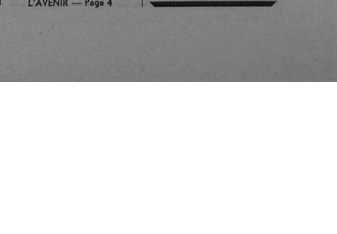
ruine industrielle. La seconde raison industrielle est un quelque sorte réservée à une usine de matériel téléphonique décentralisée de Paris : l'A.O.I.P. (Association Ouvrière des Instruments de Précision) qui emploierait d'abord (si elle s'installe) 150 ouvriers, pour en employer finalement 400 ou 500.

Toutes ces entreprises, nous l'avons vu, sont d'origine étrangère à la région. Cela pose le vrai problème qui est un problème d'économie financière, débouchant sur la haute finance qui est au pouvoir, plus que jamais. La décentralisation, dont le gouvernement a fait son cheval de bataille, serait bonne si elle n'aboutissait à une colonisation des régions « bénéficiant » de ces décentralisations. C'est ce qui est en train de se produire dans toutes les régions sous-développées de France, contre les intérêts mêmes de ces régions parfois. Ainsi, non loin de nous, à Segré se trouve la plus grande fabrique (53 % de métal, contre 33 % seulement dans le métal lorrain), aux réserves importantes. Mais ce gisement appartient à des groupes de l'Est (De Wendel, Sidelor) qui le laissent dormir jusqu'à l'épuisement du gisement lorrain. Bel exemple illustrant comment le capitalisme industriel sert bien les intérêts locaux !

Et puis, au moment où le chômage frappe si durement Guingamp, comment ne pas évoquer la politique à suivre par le gouvernement en cette « zone tactile » (la si bien nommée !) faire en sorte que le marché du travail soit en état de vais état, le chômage si important que les ouvriers soient obligés de travailler aux conditions les plus avantageuses pour les patrons, sans même avoir la ressource de se défendre. Quand on est fondé de pouvoir de la maison Rothschild (Pompidou), ou lié à la Banque d'Indochine (Giscard d'Estaing), de Paris et des Pays Bas (700 milliards de bénéfices en 1964, elle est représentée par Jacquinot), on ne peut pas prendre parti pour les ouvriers. La Bretagne se sauvera, et Guingamp avec quand elle ne dépendra plus des banques de Paris, ou d'ailleurs.

Job CREC'HDU.

PAS COMPLEXÉS LES RENNAIS



Nous complexes, les vaincueurs de la Coupe traversèrent le terrain pour se faire photographier sous les pits du Guenn ha Du. Où étaient les commandos ? (cliché France-Soir)

Voici ce qu'en pouvait lire dans notre prochain numéro « La Gazette de l'Ile de France » du mardi 4 mai 1965 :

« Grand émoi la semaine dernière : du ministère de l'Intérieur à la Préfecture régionale de Rennes, tous les services ont été mobilisés. Jusqu'à Paris, le directeur de Fouriusait un peu partout à Matis-Moras et à Orly on attendait le bagad de Lann-Bihoué pour le faire monter à bord d'appels téléphoniques se multipliaient et les F.R. s'affolaient pas loin de peine. Rien n'y fit : le maire d'Aiguera fut bon et le sous-préfet, la formation de la Marine nationale et les officiels furent accueillis sous les plis du drapeau fleuriste et du guveu lu de Dellais, tara la république française saisie quand même et la terre continue de tourner. »

Ils retardent un peu moins que les gars à Lenour, les Bretons d'Athis-Mons. Non ?

L'AVENIR — Page 4

GARAGE
KEROUREDAN
7, rue Victor-Hugo
BREST
Concessionnaire Ventes et Achats d'occasion garanties et reprises

POUR VOUS
BIEN MARIER
Ecrivez en Centre Catholique des Alliances (Service AV) 5, rue Auguste Guy - Quimper. 20.000 mentières 150 mariages par mois. Documentation contre 3 timbres. Discrétion absolue. Divorcés s'abstenir.

GUINGAMP : Le M. O. B. était là

La Bretagne doit avancer la France doit l'y aider

Pour faire face à la situation angoissante devant laquelle se trouvent les travailleurs de Bretagne et, en particulier de Guingamp le maire de cette ville, M. Léonard Olivro, président du Conseil de défense de l'emploi, convoque le 14 mai dernier les élus régionaux de la partie ouest des Côtes-du-Nord afin de mettre au point avec le Président de la République les postes qui vont manquer. Il y a cinq ans à Guingamp même : « Bretagne doit avancer et la France doit l'y aider. Votre journée représente la plus belle chance de la Bretagne », lui a dit alors le haut fonctionnaire de la France ne se fait jamais sentir dans le développement. C'est la primeture des Pyrénées Vallée de Lourdes, la Terre le 1er février dernier (80 ingénieurs, cent 45 ouvriers) dont travail à Paku, c'est la primeture de l'aéroport France-Outre-Guingamp (148 licenciés) sans parler des réductions d'horaires et des licenciements partiels qui sévissent actuellement dans le département.

Gagner une confiance servie et rester sans réagir devant de parels faits serait de la trahison et de la lâcheté ce qui n'a jamais été le fait du peuple breton. Regrettant avec vigueur les élus responsables à Guingamp désertent, ou refusent de venir à la manifestation organisée à Guingamp par les représentants des mêmes forces syndicales et politiques qui, avec plus de succès, avaient déjà mobilisé plus de 2 000 personnes à Guingamp le 21 mai dernier.

Nous en avons assez de subir passivement une montée du chômage qui, en plus de ruiner la région, est un véritable crime contre la jeunesse : une jeunesse qui, pourtant, est dynamique et qui, en plus de sa vie, a besoin de travailler pour vivre.

Nous en avons assez de voir partir nos enfants, nos frères, nos sœurs, nos parents, nos camarades, nos amis, vers la région parisienne, vers l'Allemagne, vers la Suisse, vers la Belgique, vers la Hollande, vers l'Algérie, vers le Maroc, vers la Tunisie, vers le Canada, vers les Etats-Unis, vers l'Australie, vers la Nouvelle-Calédonie, vers le Tchad, vers le Cameroun, vers le Togo, vers le Dahomey, vers la Côte d'Ivoire, vers la Haute-Volta, vers le Sénégal, vers la Guinée, vers le Mali, vers le Niger, vers la Mauritanie, vers la Nigéria, vers le Ghana, vers le Soudan, vers le Congo, vers le Gabon, vers le Cameroun, vers le Tchad, vers le Centre-Afrique, vers Madagascar, vers la Réunion, vers la Nouvelle-Calédonie, vers le Japon, vers la Chine, vers le Vietnam, vers le Laos, vers le Cambodge, vers la Thaïlande, vers la Birmanie, vers l'Inde, vers le Pakistan, vers l'Afghanistan, vers l'Iran, vers l'Irak, vers la Syrie, vers le Liban, vers la Jordanie, vers Israël, vers l'Egypte, vers la Libye, vers la Tunisie, vers l'Algérie, vers le Maroc, vers la Mauritanie

LES JEUNES DU M.O.B. AU SCHLESWIG

C'est au Schleswig que s'est tenu cette année le deuxième congrès des jeunes de l'U.F.C.E. Nous faisons le bilan, au nom du M.O.B. et de la Bretagne, de cette petite communauté bicéphale active entre le Danemark et la République Fédérale Allemande et dépendant à la fois de l'un et de l'autre de ces deux pays.

Wilhelm Klever, président de la commission des jeunes de l'U.F.C.E. avait parfaitement organisé cette rencontre, aidé en cela par toute une équipe de dynamiques membres du mouvement Nord et Sud Schleswig qui tout au long de séjour se prêtèrent tort aimablement à toutes nos exigences et remplirent parfaitement leurs fonctions d'organisateurs.

Des Lapons aux Bretons

De toutes les délégations participantes à ce congrès, issues des diverses ethnies réparties en Europe, la Bretagne et la Laponie s'individualisent, en raison de leurs situations extrêmes, les limites de la future fédération européenne ne dou effunie que tous devaient, tout au long de ce séjour, débattre avec conviction. Et nous pouvons même consoler par la suite à l'issue de l'exposé de notre camarade Lapon que c'était encore la Bretagne qui, du deux extrêmes, se trouvait être la plus menacée dans sa personnalité et, partant, dans son existence propre aussi paradoxal que cela puisse paraître.

Les représentants du M.O.B. à Kiel, à la réception donnée par le premier ministre. (cliché L'Avenir)

Résidant à Flensburg pendant les trois premiers jours, nous pumes connaître, en détail les activités de la minorité danoise au sud du Schleswig. Unies, elles porte encore personnalité suffisante pour y faire la loi de l'école et s'instruire dans leur langue grâce à un bon nombre d'écoles privées ou l'enseignement est donné en danois ainsi que l'aide de nombreux et d'un cycle d'activités culturelles fort bien organisées. Tout cet financé bien sur par les états danois et allemands, quoiqu'il n'aient d'autre sont-ils tenus à titre privé par les minoritaires eux-mêmes.

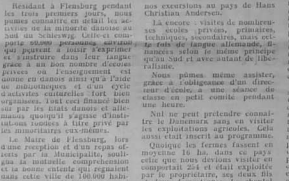
Le Maire de Flensburg, lors d'une réception et d'un repas offerts par la municipalité, souligna la mutuelle compréhension et la bonne entente qui regnaient dans cette ville de 100.000 habitants entre les 12.000 danois qui y vivaient et le reste de la population allemande.

A Kiel, un autre rendez-vous avait été prévu avec le premier ministre du Schleswig Hollstein. Devant les caméras de la télévision qui s'attardèrent devant chaque délégation, le premier personnage du Lander traita avec à propos des communautés ethniques que nous représentions : il fit celliers de base de l'Europe latiare, et se montra fort satisfait que le Schleswig avait du choisir comme lieu d'étude et de rencontre par l'U.F.C.E. pour cette session. Il souligna la nécessité qu'il y avait de multiplier les contacts entre Européens pour effacer à tout jamais les mauvais jours qui avaient assombri l'Europe tout au long de son histoire.

L'après-midi fut consacrée au même endroit à une table ronde entre membres de l'U.F.C.E. et dirigeants de l'organisation Europa-Union. Le thème en fut bien sûr « L'unification de l'Europe » mais sur quelle base ? Ici les avis divergèrent bien vite quant à quelques personnalités, assez conservatrices, semble-t-il, de l'Europa Union essayèrent de soutenir la thèse d'une fédération européenne sur la base des Etats actuels. Une levée de boucliers se fit sentir à laquelle nous participâmes aligrement quand notre tour fut venu de prendre la parole.

Au Schleswig du Nord

La frontière fut franchie le quatrième jour et la petite ville de Tingleu nous servit de base de départ et de lieu de séjour pour



Une représentation au Musée d'Art Moderne de Flensburg

commémorer les nombreux sacrifices des habitants du Schleswig qui subirent arbitrairement et aussi le découpage de leurs frontières au fil des guerres et des traités.

A Sonderberg, sur la côte Est du pays, nos jeunes nous firent vivre une expérience unique, tant par son cadre et ses installations que par l'enseignement qui y est prodigué. Alle a pour but la prise de conscience par de nos matures propres à favoriser le développement de la personnalité. Aux antipodes de l'autoritarisme, à l'autre bout, maximum de liberté, laissons-la agir à celui à mois de cours. Un pourcentage de 40 % d'étrangers y est admis chaque année. Aucun diplôme n'est exigé ni à l'entrée ni à la sortie. Seul un la pension en régime d'internat : 240,00 F. par mois ou gratuité totale pour ceux qui ne possèdent pas de ressources ou qui reviennent du service militaire.

Nous voulons fort qu'une telle institution qui travaille à notre suprême puisse un jour exister sous chez nous.

L'éducation Nordique

Voila bien deux styles et deux conceptions que choses, aussi « Sonderberg retour aux mœurs ancestrales, à l'école de plein air, communautaire exploi et vie. Vous les retrouvez dans tous les pays scandinaves où la nature est si généreuse qu'elle incite naturellement tous ceux qui habitent les Scandinaves à une certaine communion avec elle. Nous avons été touchés par la gentillesse et la simplicité avec laquelle on nous a reçus à Sonderberg, par la qualité de l'enseignement et par la richesse des documentations remarquable à tous points de vue. Nous avons grâce à une photographie contractée aux sports et au logement, le nom, l'adresse, la famille, les arts en général, du travail manuel et du bricolage pour moyens ils sont preuve de sensibilité au goût et à l'imagination qu'exige la création d'objets traditions populaires (les danses et les chants) et de la culture générale. Tout cela est non-seulement complété mais vivifié par les cours pratiques qu'ils possèdent pas ne ont pas encore été mis en service mais bien sûr, qu'il n'y ait pas de ateliers de classes, que ces jeunes nations ne mettent pas l'accent sur la technique et sur les sciences — un exemple sur ce point : dans les écoles publiques on trouve non conformément aux normes européennes, mais bien au contraire, un laboratoire pour chaque classe, ce qui est certainement une minute sur l'instruction qui prodiguent pour former un véritable « front breton » qui, sur une confédération syndicale autonome et puissante, nous allons se dissoudre dans un bien vague et bien inconsistant « Nord » ! Nimes, les usines de Nantes fermeront et iront s'implanter à Lours ou Le Mans, la mieux !...

Enfin, on nous leurrons pas au pied de la tour Eiffel pour croire que Paris n'a fait jusqu'à présent par « des peuvoirs d'un tout en centralisant de plus en plus, car il n'est pas la même chose. A quoi nous servirait-il d'avoir des fédérés de Paris ? En tout cas, on sedit, et elles se trouvent fermées du jour au lendemain, sans recours ! Les A.C.N. aussi sont dirigés de Paris... la liqui est dur, ne sachons-nous la comprendre !...

Ce qu'il nous faut, c'est obtenir la faculté d'organiser nous-même notre propre économie au sein de l'Europe qui donnait sera une réalité. Avec le support du budget et une assemblée. Et alors ? c'est ce qui se passe en Allemagne, en Italie, en Hollande et dans tous les pays d'Europe, sauf la France et l'Espagne... Il n'y a pas à être dur d'un tel voisinage !

La France aborde l'Europe Unie du xx^e siècle avec la structure administrative du Premier Empire.

La conclusion est simple : *TOUS UNIS* dans un seul organisme : une Confédération européenne nouvelle, groupant toutes les professions aussi bien agricoles que ouvrières ou commerciales. *Dans les cinq départements bretons, exigeons une structure fédérale de la France et le rétablissement de nos impôts chez nous.*

R. LE GARZIC,
Rettz.

CRÊPERIE SAINTE-ANNE
5, place sainte-Anne — Rennes
toutes spécialités de la HAUTE-BRETAGNE
DÉGUSTATION : A PARTIR DE 10 H 30 À 21 HEURES SAUF LE DIMANCHE

En Bretagne... Quimper
ELDÉ
vêtements de qualité
vendus dans les bonnes maisons

BISCOTTES
Clochette
2 USINES EN BRETAGNE
NANTES ★ RENNES
DÉPOT POUR PARIS : 2bis, Passage Gérardin - SAINT-MAUR

TRIBUNE LIBRE

Récession, licenciements, chômage,

PROBLÈMES RÉGIONAUX OU NATIONAUX ?

C'est d'une façon toute gratuite que certains ont reconnu qu'il n'y ne que nos problèmes devaient être résolus non sur le plan régional, mais sur le plan national. Les salaires restaient étant inférieurs de 40 % à ceux de Paris, notre gouvernement parisien décidera de lui-même l'alignement ? Croit-on que nos représentants parisiens accepteront de faire grève-tavec ce qui cela implique à perte de salaire, nos représentants et éventuellement manifestations, simplement pour que nous gagnions autant qu'eux, en nombre pour vos beaux yeux ? Ayons donc un peu les pieds sur terre !...

Quelle que soit par ailleurs l'attitude du patronat nantais, qui dans neuf cas sur dix est en fait parisien, souvenez-vous seulement de la phrase odieuse d'un personnage qui n'hésite pas à vivre chez nous, dans sa maison de campagne de Préfailles : je vous parle de Michel Debré. Et vous ses paroles mêmes « Dégager la Bretagne », ce qui en langage clair veut dire « déporter sa population », en faire une réserve de sous-prolétariat et de chair à canon... Belle solution « nationale », n'est-ce pas ?

N'est-ce pas pour diviser les ouvriers de Brest, Lorient, Saint-Nazaire et Nantes que ces deux dernières villes ont été englobées dans une région fantaisiste baptisée « Val de Loire » ? qui ne contient aucun autre centre industriel...

Regardons bien l'emplacement des entreprises qui ferment leurs portes : à de bien rares exceptions près elles sont toutes situées dans l'un des cinq départements bretons ! Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan et Loire-Atlantique.

Aux différents syndicats de ces cinq départements menacés de

Un patriote Breton publie ses SOUVENIRS de PRISON

Les Editions du Scorpion viennent de publier un ouvrage écrit par un nationaliste breton : Jean-Yves Kerandren.

L'auteur qui se cache sous ce pseudonyme — que je n'ai d'ailleurs pas eu beaucoup de mal à reconstituer — raconte ses souvenirs de militant nationaliste breton, de 1939 à 1950.

Jean-Yves Kerandren, jeune militant royaliste, signait dans *La Province* de Delahaye sous un autre pseudonyme.

Disons tout de suite que l'ouvrage qui s'intitule « A contre-*Courant* » ne peut laisser indifférent le lecteur, bien au contraire ! Mais, pourquoi ce titre qui n'attire pas ? Si l'on veut être lu, il faut attirer l'attention du lecteur éventuel par un titre-choc ! On en a pourtant l'habitude chez l'éditeur de « J'irai cracher sur vos tombes ! »

Le style de Kerandren est direct, mordant, parfois coasse, toujours intéressant.

Kerandren a toujours eu quelque peu la dent dure ! Mais on le lui pardonne tant son amour pour la Bretagne est grand. Exalté, il l'est ? Courageux jusqu'à l'imprudence !

Il est de ceux qui ont payé cher leur patriotisme breton.

Ce que l'on retient surtout dans ce récit vécu, c'est la souffrance endurée par tant de patriotes bretons, sévèrement condamnés. Peu de Français savent combien fut forcée la répression qui s'abattit sur le Mouvement Breton en 1944-45.

Paul Sexton dans son ouvrage pourtant très documenté : « Les Vaincus de la Libération », n'y fait nullement allusion. Il ignore totalement que l'objet avait jure de décapiter le Mouvement Breton. Le Ministère de la Justice y réussit car il y mit le prix ! Beaucoup de Bretons, frappés par les rigueurs de la répression ne se sont pas encore relevés et ne s'en relèveront jamais !

Mais, combien de ceux qui ont échappé à la tourmente, se sont-ils souvent donné pour tout but d'aider ? Dans les heures périlleuses, ce sont toujours les mêmes qui se sacrifient, les mêmes aussi qui sauvent leur précieuse personne et leur fortune !

Le témoignage de Kerandren ne nous apporte rien de nouveau que nous ne sachions quant à l'histoire du Mouvement breton, proprement dite. Les anecdotes qu'il rapporte ne manquent pas de piquant, lorsque les pages qui retracent l'exode de la formation de Laine et l'attitude inhumaine des autorités anglo-saxonnes qui confisquèrent les valises lourdes de leurs frontières et n'hésitèrent pas à les livrer au régime de terreur qui devait régner à Londres, la Gestapo, sont révélatrices.

Aux ouvrages qui dénoncèrent les excès de l'épuration de 44, il manque les témoignages vécus de Bretons. Ce livre est le second, après « La Bretagne écartelée » de Yann Fouéré à nous en apporter un.

Il a fallu un certain courage pour écrire ce livre quand on sait par où est passé l'auteur. Fidèle à Jul-même, Kerandren s'est encore une fois laissé très baissée dans la bataille ! Il le fait avec ardeur et avec beaucoup de talent.

R. C.

Editions du Scorpion, 1, rue Lobineau. Paris.

CONGÉLATEURS "BREIZH"
Fabriqués en "Bretagne" par des "Bretons"
350 litres : 1.700,00 F. — 510 litres : 1.950,00 F. T.T.C.
Etablissements : Le GUELENNEC de TINTENIAC
Route de Locminé ● MORÉAC (Morbihan)

DÉVISSEZ LE BOUCHON ET PERCEZ LA CAPSULE
RÉLEVEZ L'AGRAFE ET POUSSEZ-LA DE BAS EN HAUT
OUVERTURE sans effort!
45 ANNÉES DE SPÉCIALISATION ET DE RÉUSSITE
FAMILIA VERT
Le Parfait Supér
VERRE RECUIT
SPÉCIAL

« Etre nationaliste, c'est prendre conscience de quelle déchéance, de quel amour de la facilité, de quelle démission, de quelle lâcheté de caractère, on doit faire preuve, pour être l'un des 5 MILLIONS DE FRANÇAIS qui vivent sur un compte en or des 290 MILLIONS D'ANGLO-SAXONS les entourent. »

Roger LEMERLIN
Ecrivain canadien français.

Autorisation 1re, 2e Chaîne
Fidélité, Luminosité, Définition
Perfection Technique
Solidité, Précision
la somme de toutes ces qualités
c'est un téléviseur
PATHÉ MARCONI
LA VOIX DE SON MAITRE
J.-Y. LAQUENAN
32, rue St-Empery BREST
C.C.P. 113-93 Rennes - Tél. 44-17-32

REPONSE A UN AVIS AUTORISE SUR le Centre Universitaire brestois

Quel droit ai-je de répondre à M. Charles Naour puisque le jugement d'un tribunal, et tout récemment plus objectif que celui d'un concitoyen ?

Mais cet article ne pouvait rester sans réponse, car, en tant que « concerné », en l'occurrence la Section régionale du P.A.C.T.E. (Association Générale des Etudiants Bretons) prime au plus et rectifie les dires d'un témoin qui semble s'être laissé abuser par les apparences.

Quel ensemble harmonieux en effet que celui de l'Université brestoise !

Un Collège scientifique tout neuf, remarquable en tous points mais qui nécessite déjà 1 200 étudiants et n'est prévu que pour 3 600. D'où l'obligation de créer trop petit et l'on peut douter que la deuxième tranche soit construite à cette date.

Ensuite, il est vrai d'une cité et d'un restaurant universitaire une cité de 150 chambres (il y a 2 500 étudiants à Brest, je le rappelle), d'un restaurant de 1 500 places, qui certains jours s'avère déjà trop petit.

Quant au collège littéraire, il est toujours dans les baraquements provisoires de la rue Duquesne, bâtiments trop petits puisque les littéraires devront suivre certains cours dans l'école normale de la rue Algésiras ! C'est ce manque de place, plus que les réticences de l'Université de Rennes, qui explique la licence d'Anglais incomplète.

Les écoles annexes ne sont guère plus favorisées. Depuis la péremptoire du Commerce et l'école nationale d'ingénieurs sont assis dans des bâtiments provisoires.

Ne qualifions donc pas le Centre Universitaire brestois de « écrin promis » !

Les projets devraient nous permettre d'être optimistes. Cependant soyons raisonnables et analysons-les.

M. Naour sursautera sans doute quand il apprendra que l'Université de Brest comptera, dans cinq ans, de 35 ha et que de l'avis de personnes autorisées, 80 ha sont le minimum. M. Lombard, maire de Brest auquel il tient, n'en demande pas tant, cette superficie est manifestement suffisante.

Quand on sait (des études statistiques en font foi) que le collège littéraire accueillera 5 000 étudiants en 76-77, et que le C.U. de 1 200 places qui devait être construits en septembre 64 n'ouvrira pas ouvrir vu le jour, on comprend qu'il faille un nouveau plan d'Expansion Universitaire Brestoise.

M. le Maire en donne la possibilité aux personnes compétentes en achetant 120 ha à Saint-Marie du Ponze, à quelques kilomètres de Brest.

Fini donc le « campus américain » à Brest ! Les bâtiments seront divisés, les cours seront provisoires qui quitte cours de la ville. Nous le regrettons avec M. Naour mais nous n'en condamnons pas moins aux deux pôles, aux deux foyers principaux qui seront ceux de l'enseignement supérieur à Brest en 76.

— les études d'électronique chasse pour plus utiles pour la marine et pour tout le domaine industriel ;

— l'institut océanographique qui devrait s'installer à Saint-Anne du Ponze ; dont l'influence pour notre région paraît d'ores et déjà riche de promesses.

Il nous faut lutter pour que Brest soit enfin le siège Paris l'Université complète, harmonieuse, pour qu'elle devienne cet élément de progrès, et moteur si nécessaire au développement de notre Région.

Le Secrétaire général de l'A.G.E.B.
Alain HENRY.

GALLEG... ya

met 90 %, n'ouzont ket lenn na skrivan

E N Amerika, n'eus nemet ur Breizhad dreuz, hag en dele ur galleg zivel yezh, oflidel : Bro-Hall... Hag ec'en, ouzh ar c'hreiz ? ... Ha kalz a revize Haiti d'ar galleg ? Hag ez eo evit ober diabarzh ? Nann, ne boell ket warnh ! mesur a weith, ne c'hall ket dibab e dumis-special, e vefe ket Tholet int bet warnah, skagel int bet warnah. En eur dreiñl, a ra pa gred ober ur chouz.

N'eus en Enezenn Zu nemet 10 pe 15 a zanvezi da gentreiñ ha da zistagañ yezh Bro-Chall. Ar brasañvez eus Haitia a gomz Kreolieg. Lavaret e vez en eo un tredeadlu ur galleg diabarzh, skarbaret. N'eo ket gwir ! Anad eo gwir ar c'hreolieg, gwir an dorn vrasañ, eus ar galleg, met merket, dre-se e frazennañ hag e stumm, madur ganq degasadennoù afrikat, sacrenet ha pingouk. Ur servez a sarempred ez eo, gwelet, kinelet pebezh ha-debriet ha lekiet a ra groñs gant kultur ar bobl hollat.

Alan GWAZDOUE.

LA REVUE DES REVUES

AR VRO N° 30

Le N° 30 d'Ar Vro, comme d'habitude, nous conte un tour d'horizon bimestriel : *Tour d'horizon en effet, pour faire le point sur le CELIB et sur le MOB ainsi que sur la route tout à la fois parcourue et à parcourir. Tour d'horizon aussi, tiers-monde oblige, sur la situation profondes et sérieuses d'Haïti. Le Dossier sur les raisons et l'action de Breiz Atao; nos pas momentanément trop superficiel et inutile, mais retrouvant les profondeurs de l'Histoire d'un Peuple et se situant dans le vaste ensemble des civilisations modernes des peuples mises en valeur au xx^e siècle et qui est encore loin d'être à son terme. Ce passé, nous y sommes attachés et nous le respectons, car nous le savons nécessaire à ce Breton courageux et dont les yeux ne se ferment pas devant l'avenir conscients à la Bretagne. Il. Delaporte, Yann-Fanch Kemener, Yann-Ber Piriou, Per Denez, Yann-Vefa Olier, Jakez Konnou, Jean-Yves Kerandren, Jean-Pierre Calloc'h, Jean-Claude Bouvier, Jean-Pierre Le Dantec, Jean-Claude Le Scanff, Jean-Pierre Le Goff, Jean-Pierre Le Bihan, Jean-Claude Le Bihan, Jean-Claude Le Bihan, Jean-Claude

L'AVENIR de la Bretagne

En France la liberté n'est qu'un leurre et la démocratie illusoire

par Yann FOUÉRÉ

LES réflexions du « Maire de service » que nous avons publiées dans notre dernier numéro, ont valu à l'Avenir un certain courrier, émanant principalement de nouveaux élus, maires et conseillers municipaux, lecteurs fidèles de notre journal. Le maire de service a certes théoriquement raison, nous disent-ils en substance, en nous conseillant d'avoir recours le moins possible aux subventions de l'Etat qui réduisent notre liberté d'action. Mais les moyens de faire autrement ? Sans l'argent de l'Etat notre commune ne peut rien entreprendre. Comment en sortir ?

IL faut bien se rendre à l'évidence : on ne peut en sortir que par une refonte totale des institutions politiques et administratives qui, en régissant la France, continuent de nous régir. La solution de tous les problèmes qui assaillent la Bretagne, ses citoyens comme ses communes, est liée à cette nouvelle révolution qu'il importe de réussir. Car aujourd'hui malgré les grands mots inscrits aux frontons de nos monuments publics, et quoi que puissent en croire les intéressés eux-mêmes, chloroformés par la propagande officielle, la liberté n'existe pas en France ni la démocratie.

Théoriquement les citoyens et les communes sont libres. Théoriquement elles peuvent construire des logements, des écoles et des hôpitaux ; elles peuvent créer des stades, des théâtres et des piscines, favoriser l'industrialisation. Théoriquement seulement car elles ne le peuvent pas pratiquement : la législation, avant énuméré ce qu'elles peuvent faire, leur refuse les moyens financiers de le faire. Or une liberté qui n'a pas les moyens de s'exercer n'est qu'un trompe l'œil et un attrape-nigaud. Elle n'est qu'une fausse liberté.

Il ne faut pas s'étonner dès lors de l'énorme retard de l'équipement de nos communes par rapport à celles des autres pays. Sur 78 grandes villes de France, 46 seulement ont un terrain de sports, 24 seulement une piscine. Il n'y a que 42 de ces villes à posséder une bibliothèque municipale : en Allemagne Fédérale sur 220 villes de plus de 20.000 habitants seules 15 n'en ont pas ! Il y a à Paris 1 mètre carré d'espace vert pour 24 enfants, à Francfort 24 mètres carrés pour chaque habitant ! Si les communes d'autres pays ont pu faire ce que les nôtres n'ont pas fait, c'est tout simplement parce qu'elles ont à leur disposition des moyens financiers qui sont refusés aux nôtres. Dans la plupart des pays modernes 50 % des ressources fiscales vont aux municipalités : en France 10 % seulement. Dans les premiers l'Etat ne s'approprie que la moitié des impôts payés par les citoyens : en France il s'en approprie 80 % !

On'on n'aille pas croire qu'il s'agit là de mauvaise administration : il y a longtemps que les techniciens gouvernementaux connaissent les causes du mal et les remèdes qu'il appelle. Il s'agit d'une politique systématique, volontaire et délibérée de l'Etat français afin que rien en France ne puisse se faire sans lui. Grâce à ce système les gouvernements de Paris « achètent » les communes : ils peuvent condamner à la stagnation et au sous-développement celles qui ne fileraient pas doux, ou qui prendraient une orientation contraire à la politique du pouvoir. Ils peuvent favoriser une Région aux dépens des autres. L'Etat tient à ce que les communes demeurent des collectivités mineures et de simples prolongements locaux de ses administrations centrales toutes puissantes. C'est pour cela qu'il est vrai de dire qu'en France « la liberté n'est qu'un leurre et la démocratie illusoire ».

UNE quelconque réforme des finances locales ne peut suffire à modifier cette situation contre nature. Le remède ne peut venir que d'un « dépérissement » de l'Etat, d'un démantèlement de ses pouvoirs dictatoriaux et de sa souveraineté absolue, du retour des attributions et des droits qu'il s'est abusivement arrogé aux collectivités locales, aux Communes et aux Régions. C'est là le sens même de notre combat et notre premier objectif.

Yann FOUÉRÉ.

SOUSCRIPTION OPERATION SURVIE

7e liste

Total de la précédente liste	8.383,96	F.
Mlle Albaret, Audierne	40,00	F.
M. Corvaisier, Paramé	10,00	F.
M. Y. Roux, Blanc Mesnil (S.-et-O.).	10,00	F.
M. Fichou, Brest	40,00	F.
M. Pierre Floc'h, Oran (Algérie)	20,00	F.
M. Joseph Avril, Libourne (Gironde)	20,00	F.
Total	8.523,96	F.

Il manque seulement 1.476,04 F. pour atteindre les 10.000 F., il est nécessaire que nous y parvenions. Notre journal à plus que jamais besoin de votre aide, et nous vous faisons confiance pour montrer que le combat que nous soutenons est votre propre combat. Postez dès aujourd'hui votre mandat au C.C.P. l'Avenir 1132-86 Rennes. Trugarez d'an holl.

PROCHAIN NUMÉRO :
JEUDI 8 JUILLET

Les articles devront parvenir à la rédaction pour le jeudi 1er juillet au plus tard, (B.P. 296 à Saint-Brieuc).

Imprimerie
LES PRESSES BRETONNES
12, Rue Poulain-Corbion
SAINT-BRIEUC, Tél. 2-36
Dépôt légal : N° 1227
Le responsable de la publication :
J.-F. CLENET

BENIGUET

(L'ILE BÉNIE)

deviendra-t-elle

L'ILE MAUDITE ?

BENIGUET, l'Ile Bénie, est une petite Ile qui s'étend à trois milles de l'Ouest du Conquet dans la direction Nord-Nordet Sud-Suroît, presque parallèle à la Côte du Conquet dont elle est séparée par le Chenal du Four.

BENIGUET fut autrefois, il y a une cinquantaine d'année, habitée par trois familles et des ouvriers agricoles et goémoniers car on y cultivait la terre et ramassait le goémon. A l'époque, aussi, il y avait, inscrits au Quartier Maritime du Conquet, deux cents bateaux pigouilles de toute la Côte du Léon riche alors de ses usines d'iode de l'Aberwrac'h, Argenton, Porspoder, Plouarzel, Le Conquet... Toutes ces usines, sauf une à l'Aberwrac'h, ont disparu car les plans des financiers et capitalistes français de l'époque pas plus que ceux d'aujourd'hui, n'avaient de finalité humaine. Cette population a disparu dans le prolétariat de Brest ou de Paris ; d'ailleurs, les parlementaires et responsables locaux de l'époque se résignèrent ou bien se firent complices du pouvoir et de la finance...

En tout cas, pour finir cette évolution bien commencée, la Marine a jeté son dévolu sur Béniguet pour en faire un terrain de tir, d'expérimentations d'engins, de projectiles. C'est simple, mais la situation se complique car les alentours de Béniguet sont des lieux de pêche et de voies maritimes fréquentées.

La zone Sud, peu profonde, faite, comme les autres côtes, de sable et de roche, est un lieu de pêche très fréquenté par les bateaux du Conquet qui, toute l'année y mouillent casiers, filets, palangres. De plus, cette zone Sud représente le chenal de Lochrist qui permet le passage d'Est en Ouest au Nord de la Chaussée des Pierres Noires, passage emprunté tous les jours par les bateaux pêchant à l'Ouest, jusqu'au Sud d'Ouessant. En cas de mauvais temps, Béniguet, l'Ile Bénie, offre toujours des abris soit à l'Est, soit au Nord. Les bateaux de Portsall passent toujours également dans ces parages.

Le Chenal du Four Est est à un mille à l'Est de Béniguet et il y passe journellement des cargos de toutes nationalités et les bateaux de pêche de Camaret, Douarnenez allant ou revenant des Iles Britanniques.

La plaisance aussi est intéressée par Béniguet qui est un lieu de détente, de paix, avec ses plages, ses criques et la pêche à la crevette ou aux ormeaux. L'été c'est le rendez-vous de nombreux plaisanciers.

Toutes ces activités autour de Béniguet et la vie du port du Conquet lui-même sont menacées par le projet de la Marine car, avec le besoin d'entraîner une centaine d'appareils à vitesse sonique, puis supersonique, où sera la sécurité des voies maritimes, où sera la tranquillité ? Par où, et où iront pêcher les jeunes patrons de pêche du Conquet ?...

Car le Port du Conquet est en pleine expansion, phénomène imprévu, et même regretté par certaines autorités maritimes. Le retour et l'enracinement dans leur pays de jeunes pêcheurs ont redonné vie à une petite ville que le déclin des usines d'iode et la période creuse d'il y a quinze ans avait menacé. Ils ont bâti là leurs foyers, emprunté pour acheter ou faire construire des bateaux plus rapides, plus solides, mieux adaptés à la pêche. Il faut construire une digue qui mettra les bateaux à l'abri dans un port toujours à flot. Il faut aménager l'entrée du port pour en refaire le port de pêche et de refuge qu'il a toujours été. Il faut que Le Conquet soit tête de ligne passagers pour Ouessant, au bénéfice des deux communes. Le Conquet peut aussi être un port de plaisance sûr, agréable, près de Brest, que les Anglais fréquenteraient nombreux s'il était abrité. C'est le port le plus facile d'accès.

Alors que toute cette vie est en germe, ce projet de la Marine peut tout remettre en cause.

Et il y a le tourisme. Le Gouvernement, la Préfecture avaient dit aux petits pays : « Faites du tourisme c'est une industrie... » Nous ne nous y sommes pas laissé prendre car le tourisme ne doit venir qu'après les activités de la population sédentaire : pêche, constructions, agriculture, industrie de transformation. Le tourisme ne peut être qu'une industrie d'appoint, mais au Conquet, il est vrai que la population du pays quadruple l'été, sans compter les milliers de jeunes qui fréquentent les colonies de vacances de Saint-Louis, Saint-Pierre, Saint-Marc, Foyer Kerbonnais. Où seront la paix, la tranquillité, tout ce qui fait, avec l'air pur et le soleil, la joie et le bénéfice des vacances pour les enfants élevés dans le bruit des moteurs des grandes villes ? Pour ce tourisme la commune a créé une route touristique, on construit des maisons partout. Ce projet mettra en péril cette activité vitale pour beaucoup d'ouvriers du pays et pour le commerce du pays.

De plus, la Marine se montre de plus en plus envahissante : l'Ile Longue expropriée en rade de Brest, Landivisiau, la Presqu'île de Crozon et aussi Béniguet, c'est trop pour ce que ça nous rapporte. Ce n'est pas par hasard que toute la population unanime est contre le projet, que le Conseil Municipal a démissionné. Les pêcheurs ne veulent pas, comme au temps de l'occupation allemande, devoir attendre de l'autorité militaire le droit d'aller ou non à la pêche quand déjà la brume et le vent sont fréquents.

Pour Le Conquet, le problème est le même que pour toute la Bretagne dans les hautes sphères du pouvoir parisien. 280.000 jeunes Bretons sont condamnés à quitter leur pays en dix ans. Le sort des Conquetois est le même. La Bretagne devient camp retranché militaire, on n'y fait pas d'investissements, la fameuse « Loi Programme » n'a pas été adoptée, le 5e Plan restera un vœu pieux sans moyen financier. Le tout avec la bénédiction de certains politiciens comme de Poulpiquet et ses amis U.N.R. qui, en torpillant le C.E.L.I.B., sont les responsables de cette politique fatale à l'avenir de nos enfants dans notre pays. La presse locale aussi a ses responsabilités, comme ce reporter qui a eu l'audace de se moquer des pêcheurs du Conquet en assimilant la manifestation de Brest à une procession... Le Conquet comme toute la Bretagne, a besoin d'investissements de paix : de maisons pour ses jeunes pêcheurs, d'un port pour travailler, d'écoles pour ses enfants. Mais le pouvoir gaulliste aide Ben Bella et les Noirs d'Afrique avant de penser à nous.

Il serait temps que les autorités locales jugent clairement la situation, les intérêts de leurs électeurs, et voient les autorités militaires ou civiles avec des yeux de citoyens égaux et non pas comme des supérieurs devant qui il faut toujours s'incliner. Le temps de l'obscurantisme et des Seigneurs est dépassé. Notre avenir dépend de nous et ne doit pas dépendre des décisions arbitraires de Paris. Notre cause est juste. Le temps des autorités de tutelle, valable en 1800, est bien dépassé aujourd'hui car c'est un carcan qui tue l'esprit civique et engendre l'irresponsabilité.

Que la Marine et l'Etat qui sont riches, étudient ces solutions techniques, possibles en 1965, pour entraîner leurs avions qui, d'ailleurs, seront vite périmés, sans créer des conflits internes et sans gêner les populations qui ont des droits sur leur pays.

G. KERMORVAN.

A NOTER

En raison de difficultés d'ordre technique L'Avenir de la Bretagne paraîtra sur 4 pages durant les mois d'été et reprendra sa parution normale en octobre.

LE M. O. B. et la situation sociale

LA Commission économico-sociale de la section nantaise du Mouvement pour l'Organisation de la Bretagne, réunie le 15 avril,

— constate l'aggravation rapide et continue de la situation économique de Loire-Atlantique, qui a entraîné, ces dernières semaines, une détérioration importante de la situation de l'emploi ;

— déplore que la crise de la construction navale étant prévue depuis longtemps par les pouvoirs publics, ceux-ci n'aient pris les mesures nécessaires à y remédier, devant permettre la reconversion rapide des travailleurs dans des entreprises nouvelles sur place ;

— accuse le gouvernement de se laisser guider par des mobiles pseudo-économiques et de négliger les conséquences sociales et humaines dramatiques qui résultent d'une politique économique libérale préjudiciable aux travailleurs ;

— s'indigne de la déportation massive organisée des travailleurs bretons vers les zones privilégiées de l'hexagone, Paris, le Nord et l'Est ;

— estime que la disparition de telles injustices et le redressement économique de la région ne sont possibles que dans le cadre d'un Etat décentralisé, fédéraliste et planifié démocratiquement ;

— affirme que la solution aux problèmes des travailleurs bretons réside dans la création d'une assemblée régionale élue par le peuple et disposant de pouvoirs politiques et administratifs et de moyens financiers lui permettant d'orienter l'économie de la Bretagne au mieux des intérêts des travailleurs de notre pays.